



La situation économique et financière de l'Autriche en octobre 2014

Selon le WIFO (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung), l'économie autrichienne a stagné au troisième trimestre 2014 tandis que la croissance au deuxième trimestre n'a au final enregistré qu'une progression de 0,1 %. Les investissements se sont inscrits en recul de 1,1 % (notamment en liaison avec la faiblesse des secteurs de la construction et des infrastructures). Les exportations se sont également repliées de 1,3 %. La relative bonne tenue de la consommation (+0,2 %) et des dépenses publiques (+0,2 % également) permet d'éviter une performance négative. Cette évolution médiocre se traduit en termes de chômage : ce dernier s'est inscrit à 5,1 % de la population active fin septembre selon les statistiques EUROSTAT. L'Autriche, qui a longtemps été le pays bénéficiant du taux le plus bas de l'Union européenne, cède ainsi la première place à l'Allemagne (5 %).

C'est dans ce climat conjoncturel atone que l'Autriche a présenté le 15 octobre dernier son projet de plan budgétaire à la Commission européenne. Ce document, qui est obligatoire en raison des règles de gouvernance de la zone euro, prévoit un déficit nominal de 2,8 % cette année, presque conforme aux attentes, et de 1,9 % en 2015, largement supérieur aux 1,4 % escomptés initialement. Cette évolution traduit la faiblesse de la conjoncture : l'économie autrichienne ne devrait croître que de 1,2 % en 2015 au lieu des 1,7 % espérés. Le déficit structurel, qui neutralise les effets de la conjoncture, a été annoncé à 1 %, un chiffre non compatible avec les exigences du pacte de stabilité. La Commission européenne a ainsi écrit au ministre des Finances, M. Schelling, pour lui demander des efforts supplémentaires. Dans sa réponse du 27 octobre, le ministre a annoncé un paquet de 1 Mrd EUR de mesures nouvelles, ce qui représente 0,3 % de PIB. C'est la deuxième fois de l'année qu'un tel échange épistolaire conduit le gouvernement à revoir sa trajectoire budgétaire. Parmi les mesures nouvelles, on peut noter l'annonce d'un renforcement de la lutte contre la fraude, des exigences renforcées pour maintenir les budgets des Länder à l'équilibre et des mesures discrétionnaires d'économie de fonctionnement de l'Etat fédéral qui devront encore être détaillées.

La banque centrale européenne a rendu public les résultats des tests de résistance des banques relevant de sa supervision le dimanche 26 octobre. Un établissement autrichien fait partie de la liste des 25 banques de la zone euro n'ayant pas réussi l'exercice. Il s'agit de l'organe central du réseau des banques populaires, ÖVAG (Österreichische Volksbanken Aktiengesellschaft) qui, tout comme le belge Dexia, sera liquidé. Les autres banques autrichiennes passent le cap mais le bilan bancaire domestique global est corrigé de 3 Mrd EUR et une hausse des fonds propres allant de 4 à 7 Mrd EUR sera nécessaire avant l'entrée en vigueur des accords Bâle III en 2019, ce qui constitue des résultats en demi-teinte au final. Par ailleurs, la FMA (Finanzmarktaufsicht), le superviseur national, a retiré le 30 octobre au soir sa licence à la banque Hypo Alpe Adria dont les actifs sont désormais portés par la structure de défaisance.

Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche